



Statistique Canada / Statistics Canada

# infomat

Bulletin hebdomadaire

Le 12 décembre 1980

## Produit national brut

Après désaisonnalisation au taux annuel, les estimations provisoires des comptes nationaux des revenus et des dépenses font ressortir au troisième trimestre de 1980 une augmentation de 2.4% du PNB, qui le porte à \$289.4 milliards. En volume, il s'agit d'une hausse d'environ 0.4%, qui fait suite à deux trimestres de baisse. La progression du PNB est pratiquement identique à celle du produit intérieur réel au troisième trimestre, après prise en compte des différences de concepts.

Une augmentation de 1.2% de la demande intérieure finale réelle, en particulier dans le cas des dépenses personnelles, est la cause principale de la progression du PNB. La plus grande part de ce redressement de la demande correspond à une diminution appréciable des stocks, puisque la production de biens a baissé légèrement et qu'il y a eu une autre diminution des importations. L'apparition d'une capacité excédentaire a contribué à une appréciable substitution des importations au cours de l'année écoulée, qui a coïncidé cependant avec un relâchement des dépenses des entreprises en usines et matériel. Comme la plus grande partie de la hausse des dépenses personnelles au troisième trimestre semble être temporaire, compte tenu du rythme élevé des remboursements d'impôt sur le revenu au deuxième trimestre et du stimulant provisoire que sont des taux d'intérêt relativement bas au troisième et la persistance d'une croissance modérée du revenu du travail, il est encore trop tôt de conclure que le repli cyclique de l'économie est chose du passé.

Après huit trimestres consécutifs d'accumulation, les stocks commerciaux non agricoles diminuent de \$1.2 milliard environ en volume. Les baisses les plus fortes s'observent dans les industries de la fabrication et du commerce de détail. C'est dans le secteur automobile que les liquidations sont les plus fortes, à mesure que la demande intérieure se redresse. Dans le cas de la fabrication, il y a des baisses appréciables des stocks de matières brutes et de produits en cours.

Les investissements des entreprises en usines et matériel augmentent de 1.9% en termes réels, alors que la croissance de ce secteur continue de se replier après les progressions notées en 1979. L'accroisse-

(suite à la page suivante)

## DERNIÈRES STATISTIQUES MENSUELLES

### EMPLOI, REVENU

		Mois précédent	Variation annuelle en %	
Gains moyens hebdomadaires (\$)	août	318.90p	317.28p	9.1
Revenu du travail (millions \$)	sept.*	13,980.1p	13,610.4p	10.9
Personnes occupées (en millions)	oct.	10.82	10.80	2.2
Chômeurs	oct.	759,000	757,000	2.2

### STOCKS

Grands magasins (millions \$)	sept.	2,379.5	2,530.7	4.7
Appartenant aux fabricants (millions \$)	sept.	28,271.0p	28,506.8r	14.9
Grossistes (millions \$)	sept.	13,421.8	13,562.6	17.6

### COMMANDES

Nouvelles commandes des fabricants (millions \$)	sept.	14,915.5p	12,888.2r	14.7
Commandes des fabricants en carnet (millions \$)	sept.	19,080.5p	18,921.3r	13.4

### PRIX

Prix à la consommation (1971=100)	oct.	217.3	215.4	10.9
Ensemble (IPC) sans les aliments	oct.	200.3	198.2	10.4
Indice des prix des maisons neuves (1976=100)	oct.	121.7	120.2	9.1
Indice synth. (22 villes), salaires, construction (1971=100)	juil.	249.9p	248.3r	8.4
Prix de vente dans l'industrie (1971=100)	oct.*	254.9p	251.6r	12.1

### BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

			Cumulatif	
Permis de construire (millions \$)	sept.	1,414.8p	10,779.7p	7.6
Mises en chantier dans les centres urbains (unités)	oct.	14,224	101,902	-17.3

### ÉNERGIE

Production de charbon (milliers de tonnes métriques)	août	3 102.5	23 567.9	9.0
Production d'électricité (TW.h)	août	27.5	239.8	3.1
Production de gaz (en millions de m3)	août	7 092.6	64 876.8	-8.0
Raffinage du pétrole (millions de mètres cubes)	sept.	7.9p	83.7p	-1.5

### COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations, base balance des paiements (millions \$)	sept.	6,235p	54,930p	16.9
Importations, base balance des paiements (millions \$)	sept.	5,152p	49,953p	12.0

### PRODUCTION

Acier (lingots — milliers de tonnes métriques)	oct.	1 353.6	13 092.9	-0.2
--	------	---------	----------	------

### VENTES

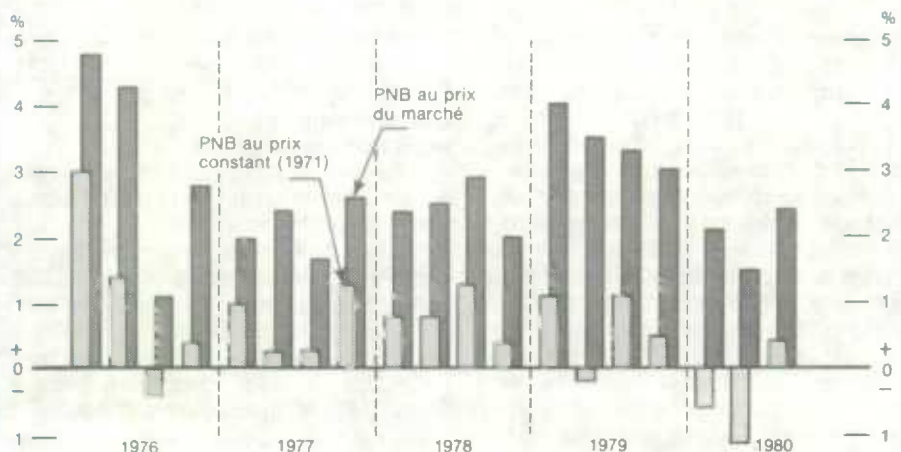
Ventes des grands magasins (millions \$)	sept.	807.6	6,095.3	9.5
Livraisons des fabricants (millions \$)	sept.	14,756.2p	121,128.5p	8.2
Ventes de véhicules automobiles neufs (millions \$)	oct.*	1,134.9	9,766.6	-1.5
Ventes au détail (millions \$)	sept.	7,036.8p	59,554.6	7.7
Ventes de gros (millions \$)	sept.	7,273.7	58,864.6	10.0

Statistiques non désaisonnalisées, p—provisoires, r—révisées, \*—nouveau cette semaine.

## Produit national brut du Canada (PNB)

Variation d'un trimestre à l'autre

(Toutes les séries sont désaisonnalisées)



Source: Statistique Canada, comptes nationaux des revenus et des dépenses (13-001)

ment observé au troisième trimestre est attribuable surtout à la hausse des dépenses en machines et matériel, en particulier pour les ventes de véhicules automobiles et de matériel agricole. La construction non résidentielle accuse une progression de 1.1%, contrairement à une baisse le trimestre précédent, qui avait été marqué par des grèves. La construction résidentielle diminue de 2.0%, c'est-à-dire moins que les trois trimestres précédents, alors qu'il y a une forte baisse des travaux mis en place. Les commissions immobilières progressent fortement ce trimestre-ci, en raison d'une reprise de la demande de maisons neuves et construites.

Les dépenses personnelles en biens et services augmentent de 1.5% en volume au troisième trimestre, alors que la brève mais vive baisse des taux d'intérêt au cours du trimestre se traduit par une hausse de 5.5% des ventes de biens durables. La chute des taux d'intérêt suscite quelques hausses des emprunts des consommateurs et un déplacement notable des dépôts personnels à terme et d'épargne vers les comptes de chèques. La progression observée est dominée par une forte hausse des ventes de voitures. On constate également une progression des ventes de meubles et de gros articles ménagers en raison du raffermissement de la demande de logements. Les dépenses en biens non durables augmentent, en particulier en ce qui concerne l'énergie, de même que celles en biens semi-durables. La demande de services ne varie que peu, alors que l'on observe une forte baisse des voyages des Canadiens à l'étranger.

L'indice implicite de prix de la DNB n'accuse plus qu'une progression de 2.0%. Cette modération est surtout imputable aux stocks, puisque les prix au niveau de la demande finale continuent leur forte hausse. Si l'on exclut les stocks, la hausse de l'indice de déflation de la DNB est de 2.8%. L'indice implicite de prix des dépenses personnelles s'accroît de 3.0% au cours du trimestre, puisqu'il y a une vive accélération des prix alimentaires et des hausses rapides et continues du prix des voitures.

La balance commerciale des biens et services accuse une progression record de \$4.1 milliards en valeur nominale au cours du trimestre. Les trois quarts environ de cette progression sont attribuables à l'excédent du commerce de marchandises, puisque les exportations augmentent de 3.5% tandis que les importations diminuent de 1.0%. C'est le redressement de la demande américaine de produits automobiles et de bois de construction qui domine la progression, puisque ces marchés reprennent après les fortes baisses qui les ont frappés au premier semestre de l'année. La demande d'importations a été faible dans le cas d'un grand nombre de biens. Le volume des importations de marchandises baisse au total de 3.7%, ce qui en fait la quatrième baisse trimestrielle

### COMMANDE DE PUBLICATIONS du catalogue de Statistique Canada

Adressez votre première commande à:

Distribution des publications,  
Services aux utilisateurs,  
Statistique Canada,  
4e étage, Éd. R.H. Coats,  
Ottawa K1A 0V7.

Indiquez:

le titre de la publication, le mois, le trimestre ou l'année de parution, de même que le numéro de catalogue.

Veuillez envoyer un mandat-poste ou un chèque fait à l'ordre du Receveur général du Canada.

consécutives. Le solde du compte des services en valeur nominale accuse lui aussi une amélioration, puisque son déficit baisse d'environ \$1.0 milliard, en partie à cause d'une nouvelle baisse des dépenses touristiques nettes à l'étranger.

La rémunération des salariés augmente de 2.7%. Le revenu personnel s'accroît de 3.4%, aidé en cela par des hausses du revenu agricole net et des transferts des administrations publiques. Le revenu personnel disponible augmente de 3.9%, alors que les perceptions d'impôt restent pratiquement inchangées. Les dépenses personnelles augmentent de 4.5% et le taux d'épargne personnelle tombe ainsi à environ 10%.

Les bénéfices des sociétés avant impôt restent pratiquement inchangés au troisième trimestre, en dépit d'une augmentation de \$1.5 milliard de l'ajustement de la valeur des stocks. La part des bénéfices des sociétés dans le PNB a baissé d'environ un point à partir de son sommet cyclique pour s'inscrire à 12.8% au troisième trimestre.

#### Estimations du revenu du travail

En septembre, le revenu du travail a été estimé à \$13,980.1 millions, une hausse de \$1,379.1 millions ou de 10.9% par rapport à septembre 1979.

Corrigés des variations saisonnières, les salaires et traitements ont augmenté de \$190.2 millions entre août et septembre pour atteindre \$12,626.9 millions.

Pour plus de renseignements, commander la livraison de juillet-septembre de *Estimations du revenu du travail* (72-005, \$5/\$20).

#### L'emploi dans les administrations locales

À la fin de septembre 1980, les administrations publiques locales au Canada comptaient 280,571 employés — soit une diminution de 4.1% par rapport au trimestre précédent où le nombre s'élevait à 292,632.

Au cours du troisième trimestre de 1980 la rémunération brute de ces employés s'est chiffrée à \$1,149,286,000, une augmentation de 3.4% comparativement à \$1,111,747,000 le trimestre précédent.

Pour plus de renseignements, commander le numéro de juillet-septembre de *L'emploi dans les administrations locales* (72-009, \$4/\$16).

#### Estimations de la balance canadienne des paiements internationaux

Selon des chiffres estimatifs, le déficit désaisonnalisé du compte courant a diminué de plus de \$900 millions au troisième trimestre pour s'établir à \$137 millions, soit le niveau le plus bas enregistré depuis le premier trimestre de 1974. Non corrigé des variations saisonnières, le compte courant a été excédentaire de \$1,085 millions. Les mouvements de capitaux, qui ne sont pas désaisonnalisés, ont laissé une entrée nette de \$208 millions, tandis que le poste d'équilibre comptable, qui représente les erreurs et omissions nettes dans les estimations enregistrées des opérations courantes et en capital, a été équivalent à une sortie nette de \$1,825 millions. Les mouvements monétaires officiels nets visant à financer le déficit global décrit plus haut ont fait baisser de \$532 millions les avoirs de réserve.

Les faits saillants du trimestre sont les suivants:

- un bond de \$791 millions de l'excédent désaisonnalisé du commerce des marchandises, qui est passé à \$2,076 millions. En effet, la valeur des exportations a grimpé de 3.5%, alors que celle des importations se tassait de 1%; en volume, les exportations ont enregistré une augmentation de 1% et les importations, une diminution de presque 4%.
- parmi les exportations, on signale de fortes hausses (après désaisonnalisation) pour les produits automobiles, l'aluminium, le bois de construction, les engrais et le gaz naturel; par contre, d'importantes chutes ont été observées pour le minerai de fer, le pétrole brut, le papier journal, l'orge et le blé. Du côté des importations, les métaux non ferreux, les produits automobiles, les produits chimiques et les machines agricoles ont accusé les baisses les plus fortes, alors que les machines de bureau, les machines industrielles et le pétrole brut marquaient des hausses;
- une diminution de \$147 millions du déficit désaisonnalisé des invisibles, qui s'est chiffré à \$2,213 millions en raison, dans une large mesure, de l'amélioration du déficit des voyages internationaux et de celui des autres opérations au titre des services. Dans le cas des voyages, il semble y avoir eu un fléchissement des dépenses à l'étranger; par ailleurs, l'accroissement des revenus divers, notamment ceux des banques à charte, est le grand responsable du tassement du déficit des autres opérations au titre des services;
- un repli de \$593 millions de l'entrée nette au titre des mouvements de capitaux à long terme, qui s'est fixé à \$491 millions. Ce changement s'explique surtout par le revirement du poste des autres opérations sur capitaux à long terme, qui ont produit une entrée nette (due principalement aux remboursements nets de prêts à long terme consentis par les banques étrangères), par l'augmentation de la sortie visant à rembourser des obliga-

tions canadiennes (surtout celles des entreprises publiques provinciales et des municipalités) et par la baisse des entrées de capitaux provenant de nouvelles émissions de titres vendues à l'étranger et du commerce des valeurs mobilières étrangères en circulation. Ces mouvements ont été partiellement compensés par la diminution des sorties nettes au titre des crédits à l'exportation et des investissements directs canadiens de l'étranger, ainsi que par la progression de l'entrée résultant des opérations avec des non-résidents (surtout les investisseurs japonais) sur des obligations canadiennes en cours:

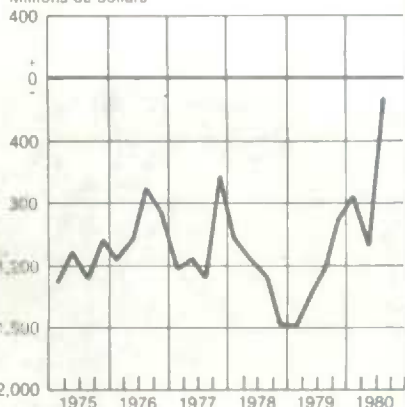
- un revirement de \$967 millions dans les opérations sur capitaux à court terme, qui se sont soldées par une sortie de \$283 millions; on observe en effet une transformation, en sorties nettes, de l'entrée au titre des opérations sur effets du marché monétaire canadien (les non-résidents ayant réduit leurs avoirs), de celle liée à la position nette des banques à charte canadiennes en devises auprès des non-résidents, et de celle relative aux autres opérations sur capitaux à court terme; en revanche, l'entrée de capitaux résultant de la contraction des avoirs non bancaires de Canadiens sous forme de capitaux étrangers à court terme constitue un revirement en sens inverse;
- un déficit global de \$532 millions au titre des opérations courantes et en capital (enregistrées et non enregistrées);
- la moyenne du cours du dollar canadien à midi s'est établie à 86,33 cents américains pour le trimestre, contre 85,46 cents le trimestre précédent; le dollar canadien s'est toutefois déprécié par rapport aux autres grandes devises.

Pour plus de renseignements, communiquer avec M. D.K. McAlister (613-995-0743), Division de la balance des paiements, Statistique Canada, Ottawa K1A 0T6. Les principaux tableaux sont offerts, sous forme lisible par machine, dans la banque de données CAN-SIM.

### Balance canadienne des paiements internationaux

Compte courant, désaisonnalisé

Millions de dollars



Source: Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux (67-001)

### Population mondiale d'âge scolaire: Tendances et incidences, 1960-2000

Selon un bulletin diffusé aujourd'hui par Statistique Canada, certains s'inquiètent au Canada des salles de classe qui se vident et des enseignants qui se retrouvent chômeurs, mais dans les pays en voie de développement, il faudra déployer d'énormes efforts au cours des 20 prochaines années pour arriver à dispenser une instruction, si élémentaire soit-elle, à la population d'âge scolaire en croissance rapide.

Rédigée en collaboration avec l'UNESCO par Zoltan Zsigmond et Mary Sue Devereaux de la Division de l'éducation, des sciences et de la culture, Statistique Canada, la publication *Population mondiale d'âge scolaire: Tendances et incidences, 1960-2000* étudie les projections démographiques mondiales qui influenceront sur la planification dans le domaine de l'éducation au cours des 20 prochaines années. Certaines des données des Nations Unies qui y figurent, particulièrement les nouvelles projections relatives à la population d'âge scolaire, n'ont jamais été publiées auparavant.

#### Croissance démographique

En 2000, on prévoit que la population mondiale aura augmenté de plus de la moitié de sa taille actuelle, passant de 4 milliards à 6 milliards au moins. La plus grande partie de cette hausse se produira dans les régions moins développées. À l'heure actuelle, ces régions comptent près de 75% de la population mondiale et environ 80% de la population d'âge scolaire (de 6 à 23 ans), mais elles accaparent moins de 20% du revenu mondial. En revanche, les régions développées représentent un peu plus du quart de la population totale, soit environ 80% du revenu mondial. D'ici la fin du siècle, l'écart démographique se sera creusé, et l'on retrouvera près de 80% de la population totale et 85% des 6-23 ans dans les régions moins développées.

Dans les pays en voie de développement, la rapidité de la croissance démographique est surtout attribuable au taux de natalité élevé. Au cours du dernier quart du siècle, on prévoit que le nombre d'enfants de 6 à 11 ans augmentera de 206 millions dans les pays en voie de développement — soit l'équivalent de la population actuelle des États-Unis. L'Afrique l'emporte sur toutes les autres régions au chapitre de la croissance démographique.

#### Effectifs scolaires

Moins de la moitié de la population mondiale d'âge scolaire fréquente l'école, ce qui traduit un taux de scolarisation peu élevé dans la plupart des pays en voie de développement. Comme les études du premier niveau sont habituellement obligatoires dans les régions développées, presque tous les enfants de 6 à 11 ans fréquentent l'école. Par contre, la plupart des pays moins développés sont encore très loin de pouvoir fournir une instruction primaire à tous; en effet, moins de deux tiers des enfants de 6 à 11 ans fréquentent

l'école. C'est en Afrique, où la population s'accroît plus rapidement que partout ailleurs, qu'il est le plus difficile de scolariser les enfants: la moitié seulement des enfants de 6 à 11 ans vont à l'école.

Contrairement à la progression soutenue observée dans les régions en voie de développement, la population d'âge scolaire des pays développés affiche des fluctuations marquées. En Amérique du Nord par exemple, l'explosion démographique, qui s'est soldée par le surpeuplement des écoles primaires dans les années 50 et 60, a commencé à s'estomper vers 1970 en raison d'une meilleure planification familiale. À son plus bas niveau au début des années 80, on prévoit que le groupe des 6-11 ans prendra une nouvelle expansion lorsque les membres de la génération de l'explosion démographique auront à leur tour leur propre famille, et qu'il atteindra un autre creux (plus marqué) vers le milieu des années 90. Des fluctuations semblables toucheront les groupes des 12-17 ans et des 18-23 ans plusieurs années plus tard.

Dans les régions développées, l'écart se creuse aux échelons supérieurs. En Amérique du Nord, environ 95% des 12-17 ans et une forte proportion des 18-23 ans fréquentent un établissement d'enseignement, comparativement au tiers des 12-17 ans et à moins de 10% des 18-23 ans en Afrique. En outre, bon nombre des jeunes de 18 à 23 ans qui fréquentent l'école dans les pays en voie de développement sont encore au niveau secondaire, et parfois même au niveau primaire.

Même si les pays moins développés devront déployer des efforts considérables pour arriver simplement à maintenir leur taux de scolarisation actuel, la plupart espèrent hausser la proportion des effectifs scolaires. Afin de concrétiser les projections des Nations Unies (taux de scolarisation de 75% dans le groupe des 6-11 ans en 2000), les écoles primaires des régions moins développées devront absorber plus de 200 millions d'enfants supplémentaires. Même si la proportion d'inscrits augmente effectivement, le nombre réel d'enfants non scolarisés passera de 125 millions à 130 millions d'ici la fin du siècle. Garder les enfants à l'école constitue un autre problème. Plus de la moitié abandonnent avant la 5e année.

Les auteurs recommandent aux pays d'utiliser des projections convenables pour établir les priorités à long terme en matière d'éducation et de planification sociale. Alors que les pays en voie de développement doivent sans cesse relever le défi des "nombres" pour tenter de fournir une instruction élémentaire à des millions d'enfants et d'adultes illettrés, les régions développées, elles, doivent avant tout résoudre le problème des fluctuations démographiques et s'attacher à la qualité plutôt qu'à la quantité.

Cette étude, publiée par Statistique Canada en collaboration avec le Bureau des statistiques de l'UNESCO (Paris), n'engage que les auteurs et ne reflète pas nécessairement les opinions de ces deux organismes.



1010762473

**Publications parues du 8 — 11 décembre**

	N° de cata- logue	Canada: prix par unité/année	Autres pays: prix par unité/année
<b>COMMERCE ET SERVICE</b> Commerce de détail, septembre 1980	63-005	\$3.50/\$35	\$4.20/\$42
<b>ÉDUCATION, SCIENCES ET CULTURE</b> Statistiques de la culture, journaux et périodiques, 1978	87-625	\$6	\$7.20
<b>FLUX FINANCIERS ET ENTREPRISES MULTINATIONALES</b> Comptes des flux financiers, deuxième trimestre 1980	13-002	\$7.50/\$30	\$9/\$36
<b>INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES ET PRIMAIRES</b> Papier-toiture asphalté, octobre 1980	45-001	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Production, livraisons et stocks en mains des scieries à l'est des Rocheuses, septembre 1980	35-002	\$2.50/\$25	\$3/\$30
Produits pétroliers raffinés, août 1980	45-004	\$3.50/\$35	\$4.20/\$42
<b>SANTÉ</b> Statistique de l'état civil, juillet-septembre 1980	84-001	\$2.50/\$10	\$3/\$12
<b>TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS</b> Statistique de l'exploitation ferroviaire, juin 1980	52-003	\$2.50/\$25	\$3/\$30

**Services régionaux**

Pour obtenir des renseignements plus complets, s'adresser aux services régionaux de Statistique Canada ou au service central de renseignements, Ottawa (613-992-4734).

Les utilisateurs de données en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et en Île-du-Prince-Édouard ont accès gratuitement aux services régionaux de Halifax en composant 1-800-565-7192. En Saskatchewan, on communique avec le bureau régional de Regina en composant 1 (112)-800-667-3524. En Alberta, on peut atteindre le bureau d'Edmonton en composant 1-800-222-6400.

On peut commander des publications auprès des bureau ci-contre ou auprès de Distribution des publications, Services aux utilisateurs, Statistique Canada, Ottawa K1A 0T6.

Immeuble Viking  
Chemin Crosbie  
**St-Jean (T.-N.)**  
A1B 3P2  
(709-726-0713)

1256, rue Barrington  
**Halifax (N.-É.)**  
B3J 1Y6  
(902-426-5331)

1500, avenue Atwater  
**Montréal (Qué.)**  
H3Z 1Y2  
(514-283-5725)

**Ottawa (Ont.)**  
K1A 0T6

(613-992-4734)

25 est, avenue St. Clair  
**Toronto (Ont.)**

M4T 1M4  
(416-966-6586)

266, avenue Graham  
**Winnipeg (Man.)**  
R3C 0K4  
(204-949-4020)

530 Centre Midtown  
**Regina (Sask.)**  
S4P 2B6  
(306-359-5405)

11010 - 101e rue  
**Edmonton (Alb.)**  
T5H 4B9  
(403-420-3027)

1145, rue Robson  
**Vancouver (C.-B.)**  
V6E 3W8  
(604-666-3695)